

CDS

SPÉCIAL

C.D.S.

avant le
congrès

20-21-22

avril 1989

à Lille

Sommaire p. 2

DEMOCRATIE MODERNE

Journal
du Centre des Démocrates Sociaux
Hebdomadaire - Nouvelle série/N° 546
13-20 avril 1989/6 F

J-1

ÉDITORIAL

De la rénovation...

Voici la rénovation de l'opposition à l'affiche... Tant mieux ! Nous l'avons attendue de tous nos vœux, nous y avons travaillé avec détermination au risque de nous valoir les foudres de ceux pour qui les échecs successifs n'appelaient pas d'examen de conscience. Dès le lendemain des présidentielles, les centristes que nous sommes en appelait au renouveau de l'opposition... Une opposition plus attentive à l'équilibre entre les exigences économiques et les attentes sociales et humanistes de notre société, une opposition plus soucieuse des problèmes de fond que des jeux de la politique et des excès tactiques, une opposition capable d'exprimer, face au gouvernement, ses accords et ses désaccords en fonction du problème posé, des propositions faites et non en vertu d'une obstruction systématique qui a vite fait de déconsidérer une opposition.

Ce ne fut pas toujours facile de faire admettre à nos partenaires de l'opposition que nous n'étions pas seulement comptables de la préparation de la future alternance, mais aussi de tout ce qui retarderait ou avancerait la marche de la France vers ses rendez-vous européens... Notre travail en profondeur n'a pas toujours été perçu dans toutes ses dimensions... ▷

Jacques
BARROT



La chaude ambiance
des précédents congrès

▷ N'empêche, il a permis à un débat de naître au sein de l'opposition, débat indispensable pour corriger les causes profondes des échecs recueillis.

Aujourd'hui, la jeune génération a repris la balle au bond : quelques-uns des vrais espoirs de l'opposition ont ouvert à leur tour, au R.P.R. notamment, le dossier du renouveau... Ils l'ont fait avec l'optimisme de la jeunesse, en espérant entraîner dans leur foulée l'ensemble de l'opposition. C'était un pari sans doute nécessaire. Au moment où elle s'affirme, la volonté de renouvellement apparaît inéluctablement comme l'expression d'une différence : il était fatal que le traditionnelisme des appareils resté trop Jacobins s'oppose au réformisme des jeunes Girondins. Il est tout aussi vraisemblable que la reconstitution de l'opposition se fera dans un premier temps par l'affirmation de deux courants, un plus conservateur, un plus réformiste. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que cela permette une clarification et un vrai remembrement des hommes : aux Rénovateurs de savoir faire cause commune avec tous ceux qui partagent une même manière de voir, au risque d'enjamber des frontières partisans hérités du passé.

Plus que jamais, le C.D.S. se doit de faciliter ces évolutions en proclamant son attachement à la construction d'une véritable Communauté européenne et son humanisme. Tel est le sens du combat que nous voulons mener à l'occasion de ces élections européennes avec des convictions fortes, en compagnie de tous ceux qui les partagent, sans sectarisme partisan bien entendu.

C'est à ce prix que nous donnerons à la rénovation le sens et le contenu nécessaires pour durer et faire école en faisant tout pour que les forces novatrices et centristes inspirent plus profondément l'ensemble de l'opposition.

Notre congrès solennisera notre engagement au service d'une Europe non seulement marché, mais communauté, dotée d'institutions fortes et démocratiques. Notre congrès montrera que la politique ne déserte pas les vrais problèmes de fond d'une société déracinée, atomisée, en quête de sens... Alors, soyons nombreux à ce grand rendez-vous de Lille.

Jacques BARROT

DEMOCRATIE MODERNE

Président du Comité de direction/
Bernard STASI
Directeur de la rédaction/
François BAYROU
Secrétaire de rédaction/
Denise MARTINOVITCH
Abonnement annuel/ 150 F ; de soutien : à partir de 200 F ; étranger : 170 F (+ taxe aérienne).
133 bis rue de l'Université
75007 Paris.
C.C.P. 1364-99 Z Paris.

La fédération du Nord accueille le VII^e congrès du C.D.S. à Lille, les 21, 22, 23 avril 1989. Elle se présente p. 2. **Qu'attendez-vous du congrès ?** « Démocratie Moderne » a posé la question à des leaders, des élus, mais aussi des militants. Leurs raisons avouées de passer le week-end du 21 au 23 avril à Lille, p. 3, 4, 5, 6. Le **groupe U.D.C.** Pourquoi le groupe des députés C.D.S. constitue le vrai groupe du centre, p. 7. **Les Etudes.** Rassembler les compétences pour aider le travail de réflexion des parlementaires C.D.S., p. 8. **C.D.S. : l'Europe au cœur.** Plus encore que par le passé, les députés européens du C.D.S. entendent bien jouer un rôle prépondérant au sein du Parlement, p. 9. **Les Jeunes démocrates sociaux :** Pour un printemps de l'opposition, un mouvement qui bouge, p. 10. **Femmes démocrates.** Pour participer pour une meilleure recombinaison des rôles, p. 11. **C.D.S. rural.** **Equipe syndicale populaire (E.S.P.),** p. 11. **Elections.** L'aboutissement de tous les efforts, p. 12. **Communication.** Pour se faire connaître, p. 12. « France Forum ». Les clubs et la revue, lieux de dialogue, de réflexion, de synthèse, p. 12.

LE CONGRÈS

Le congrès de Lille ? Ils n'y pensent pas, ces centristes ! Lille, c'est le pôle Nord pour certains, l'enfer du Nord pour d'autres, l'affaire Lille Ouest pour les initiés... Et pourtant, il y fait chaud, puisque c'est l'enfer, et ce n'est pas tellement l'enfer, puisque nous savons faire gagner nos convictions dans les moments les plus difficiles...

Le département du Nord est bien une terre centriste, ou plutôt une terre de mission centriste. L'héritage du M.R.P. reste fort dans notre département : les fils de ces glorieux républicains populaires nous font parfois de bonnes surprises en gagnant certains bastions nordistes réputés imprenables.

Nos atouts : la qualité de nos leaders, la solidité de notre organisation, la relève des jeunes. La fédération du Nord s'enorgueillit des hommes qui ont fait le C.D.S. Elle doit beaucoup à Octave Bajoux, André Diligent, Pierre Garcette, Georges Delfosse, André Heurteaux et tous ceux qui ont consacré l'essentiel de leur vie à promouvoir et à défendre leurs convictions, leurs valeurs.

Elle bénéficie aussi d'une traditionnelle organisation militante où chacun peut s'exprimer régulièrement dans sa section locale, sa circonscription et au comité directeur du Nord, riche de 96 membres.

Mais, comme l'affirme justement notre président, André Diligent, sénateur-maire de Roubaix, une formation politique n'a d'avenir que si elle sait se rénover et entraîner beaucoup de jeunes. Grâce à Bruno Durieux, notre jeune et efficace député lillois, grâce à nos dix maires, et aussi par le développement de notre section J.D.S. qui compte maintenant plus de soixante jeunes, entraînés par Olivier Henno, son président, et Benoit Silvestre qui, tous deux, ayant préparé la relève, vont maintenant se consacrer totalement au C.D.S., nous préparons l'avenir et le renouveau de notre mouvement.

Francis PELTIER
conseiller général
secrétaire fédéral du C.D.S. Nord



J. Chatin/B. des Gayets

André Diligent, Bruno Durieux, Francis Peltier.

Les élus du Nord

- Sénateur**
André DILIGENT, maire de Roubaix.
- 2 députés U.D.C.**
Bruno DURIEUX
Gérard VIGNOLE, maire de Wasquehal.
- 4 conseillers régionaux**
Marc-Philippe DAUBRESSE, maire de Lambersart. André DILIGENT, sénateur-maire de Roubaix. Robert LENOIR, conseiller municipal de Dunkerque. André MULLIEZ.
- 6 conseillers généraux**
Michel BAUDRY, Roubaix-Ouest, adjoint au maire de Roubaix. Jeannine DELFOSSE, Lille-Ouest. Claude COSSET, Hondschoote, maire de Hondschoote. Valéry HEDON, Hautmont, maire de Saint-Rémy-du-Nord. Marie-Marguerite MASSART, Lannoy, maire de Hem. Francis PELTIER, Lille Nord-Est, conseiller municipal de Mons-en-Barœul.
- 10 maires**
Gérard BEUN, La Gorgue ; Marc-Philippe DAUBRESSE, Lambersart ; Francis DEBEUNNE, Croix ; Henri DESMETTRE, Roncq ; André DILIGENT, Roubaix ; Claude COSSET, Hondschoote ; Valéry HEDON, Paul-André LEQUIMME, Haubourdin ; Marie-Marguerite MASSART, Hem ; Michel PACAUX, Frelingheim.

QU'ATTENDEZ-VOUS DU CONGRÈS ?

Pierre MÉHAIGNERIE

« Le congrès de Lille doit faire du centre une force de rénovation et une force de proposition.

Force de rénovation parce que les Français attendent une vie politique plus proche de leurs préoccupations, plus concrète, et aussi plus morale. Force de rénovation de l'opposition également : parce que les structures actuelles traduisent plus des héritages du passé que des choix pour l'avenir, et que nous devons faire de Lille la première étape de l'élargissement du pôle centré de l'opposition : celui qui rassemblera demain en son sein tous ceux qui partagent la double exigence d'efficacité économique et d'humanisme.

Force de proposition parce qu'au-delà des choix politiques, nous devons apparaître comme un point de référence, en permettant clairement à l'opinion d'identifier le centre sur les grands problèmes de notre pays.

Enfin, le congrès de Lille montrera la force de la démocratie au sein du C.D.S. C'est lui qui souverainement décidera de notre choix pour les élections européennes. »



Etienne BORNE.

Etienne BORNE

« Rien si on en croyait les politologues installés dans les chaires médiatiques qui savent d'avance ce qui ne peut pas ne pas être dit et conclu dans un congrès du C.D.S. et qui ont déjà affûté leurs styles ou leurs stylets pour des commentaires de déploration et de réprobation. A l'inverse, on dirait tout si on imaginait un congrès politique comme une assemblée de Pentecôte sur lequel soufflerait un esprit capable de bouleverser une vie politique qui a ses pesanteurs et ses déterminismes, où le pire n'est pas toujours sûr mais où le meilleur, tout en restant une exigence, n'est pas toujours possible.

Donc ni rien, ni tout, mais beaucoup : que le C.D.S. sache rester lui-même, car s'il affaiblissait ce qu'il a de spécifique le pluralisme

démocratique serait incomplet et boiteux ; que le C.D.S. maintienne cette originalité contre des raiders et les corruptions qui peuvent le tenter à droite et à gauche ; que placé comme il est au centre de l'éventail politique, le C.D.S. ait conscience de ses immenses responsabilités au moment où se préparent des décisions qui dessineront la figure de l'avenir — et que ses jeunes militants comprennent toujours mieux que leur conviction d'aujourd'hui sera d'autant plus forte et efficace, et répondra mieux aux vrais défis qui sont ceux du futur, qu'elle assumera davantage l'héritage d'une longue tradition, qu'il s'agit de réinventer à l'appel des circonstances. Car il n'est pas d'espérance authentique sans mémoire, ni de fertilité de l'action sans fidélité. »

Bernard STASI

« Pour un mouvement politique, un congrès est l'occasion de dire avec force, au pays, un certain nombre de choses, simples et fortes. Le congrès de Lille doit, à mes yeux, délivrer trois messages.

Premier message : le centre existe. Depuis la création du groupe U.D.C. à l'Assemblée nationale, la voix du centre est mieux identifiée. Elle doit se faire entendre avec plus de vigueur encore, notamment à l'occasion des élections européennes.

Deuxième message : le C.D.S. est dans l'opposition. Certains, à gauche, nous font des yeux doux ; d'autres, à droite, menacent de nous exclure. Nous devons montrer clairement que tout cela ne nous détourne pas de notre chemin. Nous pratiquons l'opposition de façon ouverte, constructive, intelligente, mais nous sommes dans l'opposition.

Troisième message : le centre a pour vocation de s'élargir et de rassembler. De plus en plus de nos concitoyens, sans le savoir, sont centristes. Nous devons leur donner l'envie de nous rejoindre.



René Monory.



Joan-Marie Daillet.

Mais un congrès doit être également, pour tous ceux qui y participent, un rassemblement fraternel et chaleureux. J'attends donc du congrès de Lille qu'il nous permette de vivre, dans la communion d'un idéal partagé, des moments de fête et d'amitié. »

René MONORY

« Le Congrès de Lille doit être, pour le C.D.S., l'occasion d'un nouveau départ sans complaisance dans ses propositions et dans ses choix.

Le monde politique est actuellement bousculé par une opinion publique qui ne comprend pas toujours les effets sociologiques des mutations technologiques actuelles et qui attend des explications qui sont malheureusement trop souvent confuses et qui traitent davantage de l'avenir des personnes que de celui de la société.

Je n'entrerai pas dans le débat des jeunes et des vieux mais, par contre, j'accepte tout à fait le débat en cours entre les modernes et les conservateurs.

Pour ma part, je souhaite que le C.D.S. s'inscrive résolument dans le camp des modernes, en apportant des réponses dans le domaine de la formation initiale et continue, dans le domaine de l'égalité des chances à l'égard des moins favorisés et dans le domaine de l'Europe qui est la chance des vingt prochaines années pour notre pays.

Si on ne répond pas rapidement à l'attente de notre société en nous réfugiant dans un conservatisme dépassé, alors le risque est grand pour les hommes politiques d'appartenir à la catégorie des marginalisés. »

Marie-Thérèse BOISSEAU

« Pendant notre assemblée générale, comme tout au long du congrès, nous affirmerons nos convictions :

L'utilité d'un travail inlassable sur le terrain par des militants qui sachent écouter et regarder. La confrontation quotidienne avec la réalité confère une expérience irremplaçable.

La participation importante des femmes à tous les niveaux de la



Bernard Stasi.

vie publique. Elle est indispensable pour une authentique démocratie... mais ce n'est pas chose faite.

Le renouvellement nécessaire de la politique française. Cette dernière doit être au service de tous et non de l'ambition de quelques-uns.

L'urgence de la construction européenne. Depuis plusieurs années déjà, nous y travaillons. 4 D pour préparer l'Europe de demain : démographie et problèmes familiaux, défense nationale et européenne, développement économique, diffusion des idées et des expériences entre les différents pays de la communauté.

Nous dirons aussi notre espoir : celui d'être entendues ! »



Marie-Thérèse Boisseau.

Jean ARTHUIS

« Le congrès de Lille doit être celui de la clarification politique.

J'attends de notre Congrès que nous sortions du flou. Nous avons soutenu au premier tour de l'élection présidentielle un candidat qui n'était pas le nôtre, qui n'exprimait pas tout ce que notre famille politique recelait de richesses. Nous avons subordonné la stratégie du C.D.S. à la sienne. Aujourd'hui nous avons le devoir de nous interroger sur cela et d'en tirer des perspectives politiques pour l'avenir.

Au lendemain de l'élection présidentielle, certains d'entre nous souhaitaient un élargissement du

QU'ATTENDEZ-VOUS DU CONGRÈS ?

C.D.S. tous azimuts. Nous avons même cru préconiser l'entrée dans la majorité présidentielle par quelques-uns de nos amis de l'époque. Aujourd'hui ils se taisent ou se rallient sans conditions avec leurs maigres troupes. Nous ne pouvons les approuver : De grâce, tirons les leçons de ce comportement. L'ouverture n'était qu'une illusion, nous avons donné l'illusion d'y croire. L'élargissement du parti autour de personnalités venues d'ailleurs s'est révélé n'être qu'une perte d'énergie vaine de nulle part.

Le C.D.S. ne peut plus songer chaque matin à l'alliance qu'il pourrait contracter et chaque soir à la personnalité qu'il aurait dû soutenir. Soyons nous-mêmes, mettons en valeur ce qui fait le sel de notre engagement politique, pensons toujours à la permanence dans le temps de notre courant de pensée, imaginons sans cesse ce que demain nous pouvons apporter à nos concitoyens comme propositions concrètes.

Et avant tout, ayons en tête que nous avons l'impérieux devoir de faire un C.D.S. plus fort, plus efficace et plus rayonnant derrière notre président Pierre Méhaignerie. Nos concitoyens attendent des propositions concrètes et cohérentes.



Jean Arthuis.

Georges CHAVANES

« Cette année nous devons tout particulièrement écouter les remontées de la base pour : connaître avec précision les aspirations des Français, les ambitions de notre mouvement, les orientations à lui donner.

J'attends que le congrès : précise avec force, d'abord, notre appartenance à l'opposition nationale ; affirme ensuite notre volonté d'être le fer de lance de cette opposition dans le cadre d'un libéralisme social et humaniste ; définisse un programme axé sur le développement économique (emploi) et la solidarité nationale (justice).

C'est à travers ce double message du développement économique et de la générosité que nous

répondrons mieux aux aspirations essentielles des Françaises et des Français. »



Georges Chavanes.

Daniel HOFFFEL

« Le centre incarne d'abord une vision de la politique. Aux racines de notre engagement, se trouve l'homme, dans sa dimension spirituelle et au sein des communautés où il vit et doit s'épanouir : l'Europe, les collectivités décentralisées, la famille.

Le congrès du C.D.S. doit rappeler quelles sont nos propositions et notre vision de la société pour que soient assurés le progrès social et le développement de notre démocratie.

Alors que la classe politique est interpellée par nos concitoyens, la sincérité, la clarté et l'ambition des projets du centre doit apporter une réponse à l'attente des Français. »



Daniel Hoeffel.

Elisabeth de FRESQUET

« J'aimerais que le C.D.S. ne soit pas, comme d'autres partis politiques, perpétuellement à la recherche d'une stratégie de fortune ou d'un « bon coup » médiatique.

Ce congrès se déroule dans un contexte qui voit les Français lassés de la querelle des chefs et des sous-chefs dans une opposition unie par ses arrière-pensées. Il faut que le C.D.S. saisisse cette occasion pour effectuer un véritable

recentrage sans complexe ni timidité excessive.

La véritable rénovation consisterait à définir les grandes orientations d'un projet politique, à renouveler sensiblement les cadres du C.D.S. et à clarifier notre positionnement sur l'échiquier national face aux socialistes, comme le parti du progrès social et de l'efficacité économique.

Enfin, j'aimerais que ce congrès témoigne d'un effort de communication et d'image sur un plan qualitatif.

Notre récente percée médiatique doit maintenant s'accompagner d'un souci d'esthétique. »



Elisabeth de Fresquet.

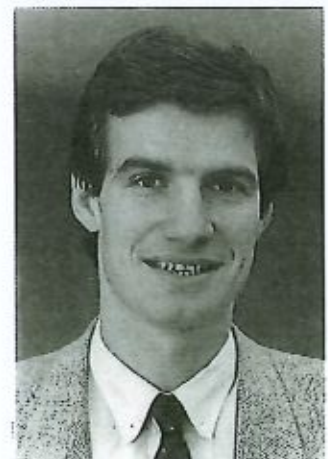
Jean-Luc FORGET

« Ce congrès qui intervient à un moment-clé de la vie politique doit tenter de répondre à deux questions :

Quelle est aujourd'hui la spécificité du message centriste ? Les références historiques et le clivage gauche-droite ne suffisent plus à caractériser notre courant de pensée : le socialisme français a évolué, la droite est éclatée, aux partis gaullistes, libéraux et centristes se substituent les courants conservateurs et réformateurs.

Aujourd'hui, comment devons-nous nous définir par rapport à un socialisme qui a su s'adapter à une société contemporaine et par rapport à une nouvelle génération de gaullistes rénovateurs.

Bref, quel est notre projet ce triste pour la France ?



Jean-Luc Forget.

Quelle stratégie choisissons-nous pour le centre ? Le centre, c'est vrai, c'est nous. Mais par delà cette affirmation présomptueuse, comment souhaitons-nous occuper cette place stratégique pour des électeurs qui nous cherchent sans nous avoir encore trouvés. Nous pouvons poursuivre le nécessaire travail d'implantation et d'affirmation du C.D.S. Nous pouvons aussi tenter de rassembler autour de nous, sans esprit de chapelle ou tentation d'exclusive ».

Eric AZIÈRE

« J'attends un congrès de soutien à la ligne politique de Pierre Méhaignerie, véritable inspirateur de la rénovation, qui a préré le y a un an la stratégie de l'union du centre à l'union des droites.

J'attends que le congrès du C.D.S. s'applique à lui-même ce qu'il demande aux autres.

Je souhaite donc un congrès de l'union de tous les militants, responsables fédéraux, élus, parlementaires, derrière leurs dirigeants.

Je souhaite un congrès de l'ouverture vers tous ceux qui, dans l'opposition, jeunes et anciens jeunes, se rejoignent sur les idées contemporaines et novatrices du personnalisme démocratique.

Je souhaite, enfin et surtout, un congrès européen qui prenne en compte nos différences sur un authentique projet pour l'Europe. »



Eric Azière.

Marine MADO

« Le congrès national du C.D.S. se tenant si près des municipales, il pourra servir de base à la réflexion commune de tous les militants sur les dernières élections. Quelques francs succès, mais aussi quelques amères déceptions qu'il faudra analyser et comprendre. Comment expliquer la perte de Strasbourg ? Comment expliquer que le département de l'Aisne ait la seule ville de plus de 30 000 habitants reprise par le P.C. ?



Marine Mado.

Christine RICCIARDI

« Lille représente pour moi une étape importante dans la vie de notre mouvement. Militante du C.D.S. depuis une quinzaine d'années dans la région du Languedoc-Roussillon, si difficile au rayonnement de notre courant de pensée, je souhaite vivement voir notre parti acquérir enfin une assise nationale. Nous devons nous implanter beaucoup plus dans ce Midi qui pourrait un jour s'ensoleiller pour nos idées. Je crois que, plus que jamais, la chose est possible.

Pierre Méhaignerie disait dans son « heure de vérité », qu'il nous fallait intéresser des couches nouvelles de la société : les écologistes, les jeunes, les femmes, j'y souscris avec enthousiasme. Si nous sommes à Lille porteurs d'un message concret, d'une espérance véritable, alors nous saurons convaincre. Et tous les militants qui se battent pour le C.D.S. dans le Sud de la France, rapporteront dans leurs bagages un peu de la vitalité si sympathique des militants du Nord-Pas-de-Calais. »



Christine Ricciardi.

Adrien ZELLER

« J'attends plus de débats entre nous. Car nous devons apprendre à gérer notre propre diversité.

J'attends que nous sachions apparaître comme étant vraiment

à l'écoute des besoins nouveaux, et comme une force attractive et ouverte.

J'attends l'esquisse d'une nouvelle synthèse entre une politique économique à base libérale et de marché, de nouvelles formes de solidarité, et la mise en valeur des impératifs moraux et éthiques qui ont toujours été les nôtres.

J'attends de pouvoir contribuer à une stratégie qui fasse de nous non seulement des « gens qui avaient raison avant les autres » mais des acteurs en situation stratégique pour demain.

J'attends bien entendu que notre mouvement sache s'affirmer, après avoir été souvent perçu de manière méritoire comme le « conservatoire » des valeurs démocrates chrétiennes et européennes, comme une force attractive, ouverte, européenne bien sûr.

Intellectuels et acteurs sociaux, salariés de tout milieu et responsables économiques et associatifs, doivent s'y sentir également à l'aise. »

Jean-Marie DAILLET

« Quo ce congrès tire toutes les conséquences de la formation du groupe U.D.C. à l'Assemblée nationale, notamment par l'autonomie de sa démarche et si possible la constitution d'une liste animée par le C.D.S. lors des prochaines élections européennes. J'attends aussi — et j'attends depuis trop longtemps — que notre mouvement se comporte en pleine conscience de la perspective européenne de 1993 d'une part, et de l'invasion des problèmes internationaux dans la vie de la France comme de toute la communauté.

Comme parti français et comme parti démocrate chrétien, le C.D.S. a la chance et devrait avoir la volonté et les moyens de jouer un rôle plus important dans la mise en œuvre d'une stratégie de la paix, c'est-à-dire de promotion des droits de l'homme, de la démocratie et du développement.

Bref, j'attends que le C.D.S. s'affirme avec beaucoup plus de force et d'originalité tant au niveau national qu'au niveau international. Pour cela, il faut un comportement très démocratique au sein du mouvement et des moyens supplémentaires, en particulier pour faire face à nos responsabilités internationales. »

Arnaud CAZIN d'HONNINGTHUN

« Un congrès est toujours un temps fort dans la vie d'un mouvement. Moment privilégié pour affirmer ce qu'il est, ce qu'il veut être et les chemins qu'il entend suivre pour y parvenir.

Ce que nous sommes me paraît devoir s'ordonner autour de l'idée de démocratie. Banalité ? Non sans doute, lorsque l'on voit le rituel électoral périodique, auquel on a réduit la démocratie, réunir de moins en moins de pratiquants. Insuffler de la démocratie, cela veut dire décentraliser nos organes de décision, aérer les processus mêmes de décision, diminuer la masse critique de la bureaucratie. A chaque groupe,

dans sa différence, ses enjeux propres et son niveau de décision. Ainsi conçue la démocratie reste toujours à inventer.

Ce que nous voulons être ? Le pôle autour duquel doit s'organiser la recomposition de l'opposition. Le trépid qui lui sert aujourd'hui d'assise se trouve en porte à faux. Il y a, dans tous les partis, un groupe conservateur et un groupe démocrate qui ont vocation à s'organiser chacun pour leur propre compte. Je ne crois pas à un parti unique de l'opposition. J'attends du C.D.S. qu'il prenne des initiatives concrètes pour fédérer ce pôle démocratique ».

Albert KALAYDJIAN

« A Lille, nous nous affirmerons et nous représenterons le C.D.S. Nous représentons un courant de pensée particulièrement riche, cessons de le murmurer. Nos avons une approche différente de la politique, cessons d'en décider les contours en pointillé. Nous sommes porteurs d'espérance pour notre pays, disons-le net et clair. Nous refusons la langue de bois comme nous rejetons l'exclusion et l'intolérance. Nous voulons faire progresser le débat politique. Nous souhaitons surtout réhabiliter la démocratie auprès de nos concitoyens un peu las des jeux stériles et des querelles de personnes.

Depuis un an, nous avons même vécu dans l'ambiguïté. L'ouverture socialiste, les difficultés à comprendre parfois les propos de celui qui fut notre candidat en 1988, nous amène aujourd'hui à nous recentrer par rapport à nous-même. L'élargissement de notre parti est une nécessité mais il ne veut pas dire dilution.

Je crois profondément que nous sommes capables de réaliser ce bond en avant. Mais il y faut des conditions. Choisissons parmi nous-mêmes celui qui portera nos couleurs à la prochaine élection présidentielle, sachons susciter autour de lui l'enthousiasme de nombreux militants, notamment parmi les intellectuels, rassemblons autour de lui des militants nouveaux, créons une dynamique nouvelle et nous pourrions alors compter plus fort dans l'opinion publique. Lille nous permettra de poser la première pierre à cet édifice ».

Yves POZZO DI BORGIO

« Le congrès de Lille sera le congrès de tous les dangers.

Pour la première fois depuis 1974, les contrastes à l'initiative de Pierre Méhaignerie sont à la base des interrogations politiques de l'opposition. Le débat politique trop longtemps comprimé par les appareils de parti au service de quelques hommes, éclate : structures obsolètes, absence de démocratie, contrôle des investitures, nouvelle géographie électorale de l'opposition, union dans un même courant ou union autour d'un pacte, liste unique aux Européennes ou deux listes.

Notre parti, comme tous les autres, est traversé par ce débat qui devrait se développer et mûrir



Yves Pozzo di Borgo

au congrès. Il impliquera une remise en cause de nos méthodes et de nos habitudes.

Mais prions garde ! la priorité des priorités doit être l'unité du mouvement. Etre capable d'encaisser des stratégies différentes ou divergentes, d'en faire la synthèse est le signe d'un futur grand parti. »

François BAYROU

« Le congrès de Lille intervient à un moment crucial de notre vie politique.

L'opposition, malgré de belles résistances, a perdu quatre élections dans l'année, et en particulier, les deux grandes élections nationales présidentielles et législatives. Les élections européennes se préparent dans un débat très nourri, pour ne pas dire très vif.

En même temps, la montée successive de forces politiques extérieures au Parlement, Front national d'abord, écologiste ensuite, traduit comme une rupture entre les citoyens et leur représentation traditionnelle.

Dans ce paysage confus, le C.D.S., qui s'est affirmé comme une force politique originale et neuve, devra éclairer son chemin et choisir ses objectifs. Je suis persuadé qu'il adressera ainsi un message d'espoir à l'ensemble de la nation. »



Albert Kalaydjian.

Une organisation pour un grand parti

L'année 1988 aura été, pour le C.D.S., celle du développement et de l'organisation. Malgré l'échec du candidat Raymond Barro, l'engagement de notre mouvement dans la campagne présidentielle a permis de rassembler dans les fédérations de nombreux amis qui, à l'occasion de cette échéance se sont engagés. L'augmentation très sensible du nombre d'adhérents est là pour l'attester : Le C.D.S. est sorti élargi des présidentielles.

Les élections législatives, non seulement grâce aux résultats favorables, mais aussi à la suite de la création du groupe U.D.C., auront permis aux militants qui, dans chaque département, défendent nos idées, de les voir clairement identifiées au parlement. L'impact de cette « nouvelle naissance » du centre a permis que se poursuive la montée en puissance des fédérations C.D.S.

Ces deux échéances avaient rendu indispensable la mise en place d'une organisation plus efficace dans chaque département ; elles ont donné à ces structures un souffle nouveau. Il ne restait plus qu'à tirer un premier bilan et à perfectionner l'organisation des structures départementales : ce fut le rôle des quatre réunions inter-régionales de Toulouse, Château-Gontier, Lyon et des Lilas.

Ces quatre réunions ont regroupé les responsables de toutes les fédérations C.D.S. : présidents et secrétaires fédéraux se sont retrouvés, avec leurs parlementaires, autour de Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot. Un bilan de l'activité militante et un examen précis de la situation politique a été fait pour chaque département.

Les élections européennes, dont la préparation aura sonné le glas de l'immobilisme des structures politiques de l'opposition, constitueront également une étape décisive dans la constitution d'un mouvement centriste fort : l'affirmation de l'identité du C.D.S. fait de cette élection au-delà de son impact européen qui nous est cher, l'occasion d'un rassemblement plus large encore autour du courant de pensée que nous représentons.

Bien entendu, ce travail n'est pas et ne sera jamais terminé. L'organisation permet le développement qui lui-même appelle plus d'organisation. Qui se plaindra que le C.D.S. se soit engagé dans une telle spirale ?

C'est évidemment nécessaire pour être plus présent sur le terrain, pour mieux « faire passer » nos idées : il n'y a pas de meilleur relais d'opinion que ce voisin, cet ami adhérent ou sympathisant du C.D.S. Mais c'est également indispensable pour mieux soutenir nos élus, tant pendant les négociations d'investiture (où rien ne rem-



Le service des fédérations dirigé par Francis Peltier (pour l'instant sans son moteur) : François Pauli, Eric Epron, Nicole Caussin, Jean-Philippe Nelle, Françoise Rufenacht.

place un rapport de force local favorable) que lors des campagnes pour démontrer la présence du candidat proche des électeurs. Une vie intense des fédérations donne l'occasion également de faire venir à nous de nouveaux candidats, voire des jeunes élus qui, sans l'organisation de réunions locales, sans notre présence dans la presse, resteraient d'éternels E.C.N.I. (Elus Centristes Non Identifiés).

A contrario, il n'est pas d'exemple de fiefs démocrates chrétiens soi-disant imprenables qui ne se dégradent, puis ne se perdent parce que des responsables trop confiants ont laissé mourir lentement la vie militante autour d'eux (si Strasbourg m'était conté...).

Pour les responsables et les élus, locaux et nationaux, la présence des adhérents dans un mouvement démocratique est essentielle : plus proches des réalités quotidiennes, ils apportent leur point de vue et leur compétence au débat politique et permettent que la pensée démocrate chrétienne s'adapte à l'évolution de notre pays.

Quel peut donc être le rôle du service des fédérations dans ce travail d'organisation ?

La communication est une de ses activités majeures d'où les déplacements qu'effectuent depuis le mois d'octobre les chargés de mission. Depuis 6 mois, à chaque convention départementale et à de très nombreuses réunions de comité directeur ou de section, ils ont été présents, seuls ou avec un responsable du mouvement et ont pu expliquer la démarche du C.D.S. au niveau national et recueillir sur place les avis des adhérents et des responsables locaux du mouvement. Ils ont eu la charge de renforcer le lien entre les fédérations et le secrétariat général, c'est-à-dire d'établir une bonne communication de Paris vers les départements et des départements vers Paris.

Les chargés de mission et l'ensemble du service, ont également un rôle de conseil : que ce soit à propos du fonctionnement interne (notamment le respect de la démocratie dans le cadre des statuts), à propos de l'action propre de la fédération



(réunions publiques, relations avec la presse...) ou bien même sur les moyens (financement, réalisation d'une publication locale). Ils ont à apporter l'expérience du secrétariat national mais aussi à faire connaître à tous les départements les réalisations que l'un ou l'autre d'entre eux ont pu mener à bien avec succès. Ce rôle de conseil sera prolongé par la publication d'un guide du secrétaire fédéral.

Certaines actions militantes sont par définition orchestrées au niveau national : c'est le cas notamment pour les campagnes telles que celle du référendum sur la Nouvelle-Calédonie ou bien pour le congrès national du C.D.S. Le rôle du service et de ses chargés de mission est là évident : faire passer l'information tant sur le plan de l'organisation administrative que matérielle, répartir les moyens tels que les affiches ou les prospectus et ce en raison des besoins réellement constatés, et enfin assurer une mobilisation optimum du C.D.S. dans toute la France.

Et enfin parce qu'un mouvement ne vit que par les hommes qui l'animent, les chargés de mission contribuent à la recherche de nouveaux talents qui puissent contribuer au succès, apporter leur soutien aux élus et assurer un renouvellement dont les élections municipales auront démontré, s'il en était besoin, à quel point il est indispensable (depuis le début de l'année 1988, sur 190 responsables de fédérations - secrétaires ou présidents - plus de 50 ont été renouvelés).

Commencé en octobre 1988, ce travail de structure se poursuit grâce aux efforts de l'équipe nationale des fédérations mais aussi grâce au dévouement des cadres efficaces, de la volonté affirmée d'organiser un grand parti au centre de la vie politique française. ■

Union et novation

Par leurs votes des 5 et 12 juin 1988 les Français ont montré leur attachement au centre et à l'équilibre des pouvoirs. La création du groupe U.D.C. permet d'identifier, clairement à l'Assemblée nationale, dans l'union de l'opposition, les hommes et les femmes du centre. Cette initiative n'a pas toujours été bien comprise par certains de nos partenaires mais si elle n'avait pas été concrétisée, les socialistes auraient eux-mêmes constitué un groupe du centre pour occuper durablement cet espace politique stratégique.

L'identité du centre : 40 députés groupés autour de Pierre Méhaignerie attachés aux valeurs de liberté, de responsabilité et de primauté de la personne humaine.

Edmond ALPHANDERY (Maine-et-Loire).
Jacques BARROT (Haute-Loire).
François BAYROU (Pyrénées-Atlantiques).
Bernard BOSSON (Haute-Savoie).
Christine BOUTIN (Yvelines).
Loïc BOUVARD (Morbihan).
Georges CHAVANES (Charente).
René COUANAU (Ille-et-Vilaine).
Jean-Yves COZAN (Finistère).
Jean-Marie DAILLET (Manche).
Adrien DURAND (Lozère).
Bruno DURIEUX (Nord).
Jean-Pierre FOUCHER (Hauts-de-Seine).
Yves FRÉVILLE (Ille-et-Vilaine).
Jean-Paul FUCHS (Haut-Rhin).
Francis GENG (Orne).
Germain GENGENWIN (Bas-Rhin).
Edmond GERRER (Haut-Rhin).
Gérard GRIGNON (Saint-Pierre-et-Miquelon).
Hubert GRIMAULT (Maine-et-Loire).
Ambroise GUELLEC (Finistère).
Jean-Jacques HYEST (Seine-et-Marne).
Bernadette ISAAC-SIBILLE (Rhône).
Michel JACQUEMIN (Doubs).
Henry JEAN-BAPTISTE (Mayotte).
Jean-Jacques JEGOU (Val-de-Marne).
Christian KERT (Bouches-du-Rhône).
Pierre MÉHAIGNERIE (Ille-et-Vilaine).
Monique PAPON (Loire-Atlantique).
François ROCHEBLOINE (Loire).
Bernard STASI (Marne).
Jean-Paul VIRAPOULLE (La Réunion).
Michel VOISIN (Ain).
Jean-Jacques WEBER (Haut-Rhin).
Adrien ZELLER (Bas-Rhin).

Apparentés :

Raymond BARRE (Rhône).
Jean BRIANE (Aveyron).
Dominique BAUDIS (Haute-Garonne).
Claude BIRRAUX (Haute-Savoie).
Gérard VIGNOLE (Nord).
Edouard LANDRAIN (Loire-Atlantique).



Le groupe U.D.C.

Bruno des Gayets

Le groupe parlementaire de l'Union du Centre U.D.C. a pour objectifs :

- d'assurer les conditions du redressement économique du pays et donc de la création d'emplois durables pour les entreprises ;
- de susciter un profond renouveau du système éducatif dans le respect du pluralisme ;
- d'engager une politique familiale fondée sur un projet à long terme ;
- de promouvoir la justice et le progrès social en s'attachant avant tout à améliorer la situation des plus défavorisés ;
- de garantir l'impartialité de l'Etat par une administration au service de tous, l'indépendance de la justice et le pluralisme de la communication ;
- de construire une union européenne authentique où la France doit tenir toute sa place ;
- d'assurer le développement des départements et territoires d'outre-mer dans le respect de volonté de leurs populations ;
- de veiller à ce que la France participe activement à l'aide apportée aux pays en voie de développement.

Soyons clair, l'U.D.C. n'est pas un sas de transit vers de nouvelles alliances mais un sas de liberté pour entraîner la novation de toute l'opposition.

L'U.D.C. : un style nouveau l'opposition constructive

L'union va de pair avec le pluralisme nécessaire à l'expression des grands courants de pensée.

Sans jamais accepter le manichéisme d'une opposition systématique le groupe U.D.C. a toujours examiné toutes les propositions dans un esprit ouvert et attentif aux vrais problèmes qui se posent au pays.

Le groupe parlementaire de l'Union du Centre, en jugeant le gouvernement sur ses actes et ses décisions, pèse efficacement sur la gestion des affaires du pays.

Alors que certains votaient systématiquement *oui* ou *non*, le groupe a voulu éviter l'usage systématique de la procédure du vote de confiance (article 49.3) en améliorant certains textes, en s'abstenant à

l'occasion de quelques débats en approuvant si nécessaire.

Ainsi, pour la première fois depuis le début de la V^e république, l'article d'équilibre de la loi de finances pour 1989 (équilibre entre les recettes et les dépenses de l'Etat) a été modifié à hauteur de près de 5 millions de francs.

Une baisse de la T.V.A. de 33 % à 28 % et une réduction significative de la taxe professionnelle a été obtenue. En s'abstenant l'U.D.C. a permis ainsi de réduire certains effets nocifs de l'I.S.F., et a tenu à ce que le gouvernement aborde les bourses scolaires qui n'avaient pas bougé depuis huit ans.

Nous avons encore approuvé le R.M.I. en l'adaptant mieux, notamment pour la réinsertion.

Ces quelques exemples, il y en a beaucoup d'autres, prouvent, s'il en était besoin, que les députés du groupe de l'U.D.C. se prononcent en parlementaires responsables, sans complexes, sans arrière-pensées et que leur démarche redonne corps au débat législatif.

L'U.D.C. espace de rencontres et de réflexions

En ce sens ont été créés deux commissions :

- Commission nationale du développement et de la francophonie présidée par Jean-Paul Fuchs.
- Commission nationale de la jeunesse et des sports présidée par Edmond Landrain.

Deux commissions en projet :

- Commission nationale sur la culture.
- Commission nationale sur le cadre de vie.

La crédibilité du groupe s'est peu à peu imposée à tous, en suscitant dans d'autres groupes des initiatives pour innover et moderniser la vie politique française.

L'U.D.C. doit encore grandir. Elle doit le faire d'abord en rassemblant tous ceux qui appartiennent à la famille centriste et en accueillant tous ceux qui souhaiteraient nous rejoindre pour renforcer notre courant de convictions. ■

Notre équipe a pour mission de rassembler les compétences pour faciliter le travail de réflexion de nos parlementaires.

Huit groupes de travail

Notre organisation s'articule actuellement autour de huit groupes de travail (Affaires sociales, Agriculture, Défense, Doctrine, Economie, Education, Justice, Santé).

Chaque groupe de travail a pour vocation d'accueillir toute personne (militant ou sympathisant) qui souhaite mettre ses compétences au service de la réflexion intellectuelle du C.D.S.

Les activités de chaque groupe de travail comportent trois volets principaux :

— Chaque groupe définit un programme de réflexion permettant de mener un travail en profondeur sur des thèmes d'actualité et des perspectives à plus long terme.

— En étroite collaboration avec le groupe parlementaire de l'U.D.C., nos experts examinent, en fonction de l'ordre du jour, les projets de loi qui sont soumis à l'Assemblée nationale et formulent les remarques et les propositions qui contribuent à alimenter les interventions de nos députés.

— Enfin, les experts sont invités à attirer l'attention de nos élus sur des points particuliers qui sont susceptibles de faire l'objet d'une question écrite ou orale au gouvernement ou de susciter une réaction publique de nos dirigeants.

Les groupes de travail se réunissent à un rythme d'une séance par mois sauf si les circonstances exigent des réunions plus fréquentes. Le travail des experts se traduit par l'élaboration de notes, discutées en séance, servant de base à la rédaction de propositions concrètes soumises aux dirigeants du parti.

— Près d'une vingtaine de députés C.D.S. participent aux différents groupes de réflexion et apportent leur concours à la mise en forme des propositions dégagées par les experts. L'U.D.C. passe aussi des commandes plus particulières au service des Etudes qui a ainsi créé des groupes de réflexion spécifiques consacrés aux prélèvements fiscaux et sociaux et au service national.

Enfin, à l'occasion des grands débats parlementaires, des experts du C.D.S. viennent seconder les députés de l'U.D.C. pour définir les propositions qui seront présentées à l'Assemblée. Ainsi on a-t-il été lors des débats sur l'impôt de solidarité sur la fortune (I.S.F.), sur le revenu minimum d'insertion (R.M.I.) ou sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (C.S.A.).

Préparation du congrès

Afin de permettre aux militants de participer à la préparation des rapports présentés au congrès, le service des Etudes a mis au point, en collaboration avec plusieurs experts et parlementaires, les questionnaires qui ont été envoyés début mars à toutes les fédérations. L'abondance des suggestions qui nous sont parvenues

montre la richesse de la réflexion qui a été ainsi suscitée au sein de nombreuses fédérations.

Ce travail va permettre de préparer les réunions des commissions du congrès, le vendredi soir. Un document, synthétisant les réponses qui nous sont parvenues, sera alors distribué et servira de base pour la discussion en commission.

Le service des Etudes du C.D.S. poursuit également la mise en place de nouveaux groupes de réflexion, notamment en matière de coopération et d'aide au développement et de soutien à la Jeunesse et au Sport.

Ainsi, en mobilisant les énergies et les compétences, le C.D.S. et le groupe parlementaire de l'U.D.C. à l'Assemblée nationale, développent leur force de proposition et contribuent à répondre concrètement au besoin de rénovation politique auquel les Français aspirent.

Témoignages

« Depuis cinq ans, nous sommes de tous les débats sur l'avenir de l'audiovisuel. Au C.D.S., nous apprécions d'être toujours écoutés, et souvent entendus, non pas en technocrates mais en professionnels et en hommes et femmes de terrain, concrets et réalistes. Par leurs prises de position, par leurs interventions à l'Assemblée, nos politiques nous ont démontré leur intérêt pour ces dossiers et qu'ils savent tenir compte de nos avis. »

Jean-Marie BELIN

« Le groupe « Santé » est constitué de 30 personnes exerçant de multiples professions de santé. Chaque réunion aborde un thème précis dont la préparation est assurée par un ou plusieurs membres du groupe. Les thèmes sont analysés en fonction de critères et du contexte professionnel, et approfondis techniquement. Les discussions replacent ensuite le thème étudié dans son environnement général, politique et nous recherchons l'aide ou la solution originale qui puisse donner un appui structuré à notre projet de société, but d'un parti politique comme le C.D.S. »

Professeur Gérard DUBOIS

« S'il est un domaine où une réflexion continue s'impose, c'est bien celui de la justice, où les réformes se succèdent et se contredisent parfois ! On l'a bien vu pour l'instruction. C'est dire que le groupe « justice », composé de magistrats, de membres de professions juridiques et judiciaires, à laquelle participent activement les J.D.S., a un rôle important d'expertise et de proposition pour le C.D.S. et les parlementaires.

Il peut à la fois contribuer à définir le programme et examiner les textes soumis au Parlement. La réforme du code pénal fera l'objet de ses travaux dans les prochaines semaines. »

Jean-Jacques HYEST

« Plus particulièrement concerné par les questions relatives au commerce extérieur, je me suis attaché, au sein du groupe « Economie », à une participation active aux réflexions destinées à déboucher sur des propositions concrètes dans le domaine de la construction monétaire



Marc Abel.

Philippe Trolliet et Huguette Ducloux.

européenne, considérée du point de vue de l'entreprise.

Cet intérêt me conduit d'ailleurs à « militer » pour la prise de décisions visant à faciliter l'usage de l'Ecu par les entreprises.

L'intérêt des débats intervenant au sein de ce groupe d'experts permet en outre, au commissaire des finances que je suis, de relier nombre des réflexions de théorie politique ou économique à l'activité de cette Commission. »

Jean-Jacques JÉGOU

« Des idées et du concret, tels pourraient être les deux principes qui nous guident depuis la création du groupe « social » en 1987.

— La lutte contre la pauvreté : l'expérience acquise auprès de Pierre Méhaignerie, puis auprès d'Adrien Zeller, m'a incité à poursuivre la réflexion dans le cadre du groupe social.

— La politique en faveur des personnes âgées et des handicapés : nous avons proposé des solutions concrètes dans ces domaines.

— Enfin, nous avons abordé le vaste problème de la Sécurité sociale.

Tels sont les principaux axes de réflexion de notre groupe dont le champ d'action est aussi vaste que complexe. »

Roland MOREAU

« La succession rapide des échéances électorales de toute nature n'a pas été très propice à la réflexion sur les dossiers de fond. Malgré ce handicap, le groupe de travail « agriculture » du C.D.S. a maintenu une activité soutenue, et le travail législatif passé (loi d'adaptation agricole) ou en cours (réforme du contrôle des structures, régime des cotisations sociales) le conduit à fournir des éléments très utiles aux députés U.D.C. lors des débats à l'Assemblée.

Son souhait est maintenant de se concentrer sur quelques dossiers précis, susceptibles de faire l'objet de propositions concrètes.

Un vœu : que la participation à ce groupe de travail s'élargisse au cours des semaines à venir. »

Ambroise GUELLEC

C.D.S./ L'Europe au cœur

La 2^e législature du Parlement européen s'achève. L'« europessimisme » de 1984 où l'Europe était menacée d'écroulement, ou à tout le moins vouée à l'inertie, a laissé place à un nouvel état d'esprit. L'acte unique signé en 1986 a donné un souffle récurrent à la construction européenne et 1992 constitue un défi collectif, un véritable challenge pour les 320 millions de citoyens de la Communauté.

Le parlement européen a joué un rôle de catalyseur dans cette nouvelle donne européenne. C'est sous son impulsion qu'a été adopté l'Acte unique et que l'Europe s'est donnée une nouvelle ambition.

Les députés européens du C.D.S. y ont apporté une contribution précieuse : Pierre Pflimlin, en tant que président du Parlement, a permis au C.D.S. d'affirmer son identité européenne ; c'est lui qui a conduit avec la Commission et le Conseil les difficiles négociations en vue de l'adoption de l'Acte unique.

Cette « nouvelle frontière » pour l'Europe va au-delà de la création du grand marché. Elle vise également la construction de l'Europe de tous les citoyens dont la mise en place doit beaucoup à l'action de Nicole Fontaine, auteur de nombreux rapports sur les programmes Erasmus, Yes, Comett, le statut européen de la vie associative ou encore la Carte jeune européenne.

Une Europe forte et ouverte sur le monde : c'est là un des grands desseins de 1992. Jacques Mallet, président de la Commission des relations économiques extérieures, a joué un rôle essentiel dans la définition d'une politique commerciale commune, indispensable pour faire face à nos concurrents japonais et américains.

Les contentieux commerciaux avec les grands pays industrialisés se multiplient ; ils sont particulièrement préoccupants en matière agricole et ont conduit l'Europe à des choix douloureux dans la réforme de sa politique agricole. Michel Debatisse a su faire prévaloir au sein du Parlement des choix mesurés, positifs et acceptables par tous.

Un rôle difficile qu'a joué Jean-Pierre Abelin dans son domaine, celui des grandes décisions économiques en vue du grand marché, où les conflits d'intérêts sont, là encore, très âpres et où il s'est fait le promoteur des positions françaises.

Des positions françaises bien difficiles à tenir dans la définition des normes de protection de l'environnement, particulièrement sur les dossiers automobiles : c'est là une tâche délicate qu'a remplie Monique Badénès au sein de la Commission de l'environnement.

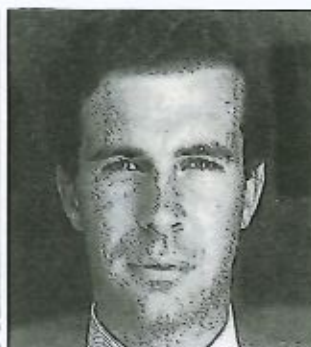
L'élaboration de la législation communautaire constitue, on s'en rend compte, une recherche permanente d'équilibres et de choix raisonnables qui exige un dialo-



Les députés C.D.S. au groupe P.P.E. : Jacques Mallet, Jean-Pierre Abelin, Nicole Fontaine, Michel Debatisse, Pierre Pflimlin, Monique Badénès, Jean-Marie Vanlerenberghe.



Jean-Christophe Bas.



Pascal Fontaine,
conseiller politique.



Anne Vahl,
attachée de presse.

gue régulier avec nos partenaires européens et l'ensemble des groupes politiques. Président de la délégation française du groupe P.P.E., Jean-Marie Vanlerenberghe a participé à la recherche de cette cohésion, que seul le groupe P.P.E. peut impulser.

A son initiative, les députés européens du C.D.S. ont créé une structure solide, véritable interlocuteur des partenaires socio-professionnels, des pouvoirs publics concernés par l'objectif de 1992. Il a concrétisé son souci d'informer les militants et l'opinion publique sur l'Europe en créant l'Association Europe 2000 avec Jacques Mallet.

Rappelons également le travail important accompli par Pierre Bernard-Reymond, Dominique Baudis et Jean Lecanuet au sein du Parlement qui, aujourd'hui, poursuivent leur engagement européen sur la scène politique française.

La disparition prématurée de Roger Partrat aura laissé un grand vide dans les cœurs, il avait acquis en très peu de temps une influence majeure par son intelligence, ses convictions et sa capacité de persuasion.

Le Parlement qui sera élu le 18 juin prochain aura la lourde responsabilité de légiférer, en concertation avec le Conseil des ministres, sur les points déterminants de l'achèvement du grand marché : harmonisation des fiscalités, définition d'une politique sociale commune, mise en place d'une législation commerciale vis-à-vis des pays tiers, approfondissement de l'Europe des citoyens, de « l'Europe du cœur ».

Le débat politique intérieur, pour essentiel qu'il soit, ne doit pas occulter cette réalité. Les nouvelles procédures mises en place par l'Acte unique donnent une place capitale à l'Assemblée de Stras-

Séjour à Bonn (R.F.A.)

La Fondation Konrad Adenauer, proche de la C.D.U., organise du 30 avril au 3 mai 1989, au siège de la Fondation à Bonn (R.F.A.), des rencontres destinées aux instituteurs français et allemands.

Si vous êtes instituteur, si vous parlez allemand et si, bien entendu ce séjour vous intéresse, alors contactez Philippe TROLLET au (16) 1.45.55.75.75 qui vous donnera de plus amples informations.

bourg dans la définition de toutes les politiques européennes, donc de notre avenir. La présence sans cesse grandissante des « lobbies » et des groupes d'intérêt en témoigne, s'il en était besoin.

Cette nouvelle donne exige la présence de députés européens entièrement mobilisés sur leur mandat, capables de faire prévaloir le point de vue de notre courant de pensée dans ce bras de fer quotidien que se livrent les Douze.

Plus encore que par le passé, le groupe P.P.E. jouera un rôle déterminant au sein du Parlement avec l'arrivée de nombreux députés grecs et espagnols et d'autres nationalités. Le poids des Français devra lui aussi être renforcé dans ce groupe charnière, où se décident les orientations majeures de l'ensemble du Parlement. C'est là l'un des grands enjeux politiques de l'élection du 18 juin.

Jean-Christophe BAS
Délégué général

Chez les J.D.S., ça bouge !... Après leur brillant succès des dernières élections municipales, les J.D.S. ont à nouveau démontré que leur mouvement était en marche. Réunis à Narbonne du 6 au 9 avril, 200 J.D.S. autour de trois commissions ont planché sur les thèmes du Congrès C.D.S. : la réhabilitation de la politique ; les urgences pour la France ; la recomposition du paysage politique. Cette triple contribution, dont nous vous proposons une synthèse, est en quelque sorte un nouveau repère, un nouvel instantané de la dynamique des J.D.S.

La réhabilitation de la politique

Démocratie d'inspiration chrétienne, humanisme, responsabilité, tolérance et pluralisme... tant de valeurs qui nous rassemblent en un personnalisme communautaire qui mérite pourtant d'être dépoussiéré.

Un débat permanent. Après avoir réaffirmé nos valeurs, étape primordiale, par exemple, au cours d'un congrès extraordinaire du C.D.S., dans le cadre éventuel d'un élargissement de nos structures, il nous faut alors initier un vaste débat d'idées. Nous J.D.S., nous le souhaitons permanent et prospectif.

Ce grand débat d'idées ne peut se vivre que par le développement et la création de commissions thématiques chargées de la rédaction et de l'actualisation d'un grand projet.

Ce printemps des idées est en fait une autre solution... une nouvelle solution.

Un parti moderne. Cette nécessité nous permettra de réhabiliter la classe politique parisienne, celle qui est en fait décriée, et de rappeler, à force de pédagogie, l'importance et la nature de la fonction du politique national.

Assez du coup par coup, assez du concept creux de la « société civile ». Selon nous, l'homme politique ne peut être prisonnier des intérêts particuliers, corporatistes, mais indépendant et soucieux du bien public.

Des relais associatifs, des centres de formation se démultipliant par phénomène



Stéphane Thérou, Bernard Sananès, Eric Azière, Valéry Denis.

de réseaux, un réaménagement de nos structures incluant une ouverture très large à la base, pour que toute la population puisse participer à l'élaboration d'un projet à l'échelle humaine, voilà les contours d'un parti moderne.

Les urgences pour la France

Emploi-formation. Nous proposons : une revalorisation des filières techniques, modernisées, tenant compte des débouchés futurs ; une information sur les filières et le besoin de mobilité dans l'emploi, dans le cadre de forums régionaux ; une formation en alternance scolarité/entreprise, stages à l'étranger ; en vue de l'harmonisation européenne des diplômes, la mise en valeur de formation bac + 2, en les complétant : soit par une année de stage, soit par la possibilité de continuer un cycle d'étude supérieure dans la Communauté européenne.

Prélèvements obligatoires. Nous constatons actuellement que le système de prélèvement a atteint ses limites.

Nous proposons par conséquent : en ce qui concerne l'impôt direct, élargissement de l'assiette de cet impôt visant une participation de tous au financement de la vie collective ; développement de l'harmonisation de la fiscalité indirecte bien avant le 1^{er} janvier 1993.

Solidarité - Sécurité sociale. Notre refus de voir les prélèvements obligatoires augmenter nous conduit à adopter un principe d'information et de responsabilisation de chacun.

— Pour les retraités, amélioration des systèmes de retraite par capitalisation en complément du système de retraite par répartition actuel.

— Faire prendre conscience aux cotisants que le système de répartition ne suffira plus et qu'il faudra développer d'autres formes d'épargne plus attractives que le P.E.R.

Environnement. Nous proposons : la création d'un code de l'écologie regroupant

les différents textes actuellement en vigueur, de manière à les valoriser et à en favoriser l'application ; la création d'une organisation internationale de contrôle : « Casque vert » ; sous l'égide de l'O.N.U., création d'une commission compétente pour pénaliser les abus et contrôler l'application des sanctions ; donner les compétences nécessaires en matière d'environnement à la cour internationale de justice de La Haye.

Immigration. Une gestion européenne des flux migratoires, passant par un contrôle aux frontières de l'Europe et l'harmonisation des politiques en matière d'immigration ; une information sur les droits et des devoirs dans les pays européens, applicables pour les Européens et les ressortissants des autres pays, sous forme de charte.

La recomposition du paysage politique

La recomposition du paysage politique ne passe pas, en l'état actuel, par une modification des frontières entre la droite et la gauche. Les différences avec le Parti socialiste sont en effet de trois ordres : d'abord le rôle de l'Etat ; ensuite, l'Europe : il y a désaccord sur la manière de préparer efficacement la France à l'échéance de 1992 ; le gouvernement et le Parti socialiste font preuve de manque de courage, notamment dans l'élaboration du budget. Enfin, le désaccord majeur porte sur l'alliance avec le Parti communiste et le poids de cette alliance au niveau local.

Situation à l'intérieur de l'opposition : le recentrage de l'opposition, entamé avec la création du groupe U.D.C., doit se poursuivre avec l'émergence d'un pôle centriste fort, capable d'attirer à l'extérieur des frontières du C.D.S. Pour les J.D.S., il faut envisager un regroupement de l'opposition en deux pôles, l'un conservateur, l'autre modéré, avant de pouvoir envisager une autre étape.

Mais l'élargissement ne peut se faire que sur la base de convictions solides. C'est pourquoi le C.D.S. doit identifier plus fortement sa doctrine et ses convictions. ■

FEMMES DÉMOCRATES

Le mouvement d'aujourd'hui a le mérite de mettre en lumière la nécessité de faire participer le plus grand nombre aux décisions, de diffuser les responsabilités entre générations, entre les hommes et les femmes et la nécessité pour la vie politique de s'ouvrir à la vie civile. Les Femmes démocrates se sentent proches de ces aspects de la recomposition des rôles.

Mieux communiquer et d'une seule voix pour être entendu. Voilà la deuxième fausse problématique. Bien sûr, les difficultés actuelles de communication sont réelles, mais elles ne sont pas de nature technique ou politique. Nous pouvons nous poser la question, pourquoi le marketing politique pourtant professionnel sophistiqué parfois ne convainc-t-il plus ?

Pour redonner vie au dialogue social et au dialogue politique, il faut que nous prenions le temps d'écouter, d'observer la population et d'analyser les situations. Ne nous laissons pas dans la vie politique envahir par le « zapping », cette maladie que la télévision est en train de développer et qui fait passer instantanément d'une image à l'autre en ne restant que deux ou trois secondes sur un même plan. Ne « zappons » pas avec les problèmes, prenons le temps de les regarder.

Le signal que les électeurs ont envoyé à la classe politique lors du dernier scrutin

LES ÉQUIPES

C.D.S.-rural

■ Les pistes de R.M.I. pour les ruraux ? L'insertion est surtout envisagée comme une démarche vers l'emploi salarié mais en période de chômage massif comme celle que nous traversons, il ne faut pas négliger la perspective de création d'emplois et d'entreprises par l'individu notamment vers l'artisanat et les services.

La renaissance de l'emploi dans les régions passe par l'artisanat et les P.M.E., susceptibles d'occuper des créneaux dans les activités naissantes et dans la production en petites séries.

Politique économique. Si l'on veut retrouver plus de liberté et plus de justice pour les producteurs de lait et de céréales, ne faut-il pas repenser la politique des quotas et des Q.M.G. ?

Politique de participation. Quelle stratégie politique pour les agriculteurs et les ruraux ? Les agriculteurs européens ont été des promoteurs de l'Europe qui s'est faite avec la P.A.C. (politique agricole commune). C'est pourquoi, ils ont toujours été partisans de la décentralisation et d'un certain fédéralisme, qui a fait la force des U.S.A. et de l'Allemagne d'après guerre.

électoral est bien un signal de détresse : « faites attention à nous, nous existons ». Les Femmes démocrates ont entendu ce message et elles veulent redonner au dialogue politique sa dignité, sa vitalité, car c'est tout l'honneur de la démocratie.

La communication renouvelée doit devenir le moyen d'exprimer notre projet pour la France et pour l'Europe. Au cours de la prochaine décennie et au tournant du troisième millénaire, les Européens devront administrer la preuve qu'ils sont capables de gérer la complexité et de s'adapter pour faire face aux chocs culturels inévitables, au contexte démographique mondial et aux prévisions pour les années 2000-2025 ; l'Europe a besoin d'ambition et de courage.

Les Femmes démocrates n'ont pas d'état d'âme en s'engageant dans la

construction de l'espace économique européen, mais elles ne souhaitent pas en rester à l'Europe des « marchands ».

Ce qu'elles veulent construire, c'est l'Europe des solidarités et des valeurs. Affronter le pluralisme exige à la fois d'être plus solide dans ses convictions et d'être capable d'écouter les différences.

Les Femmes démocrates ont choisi de se battre pour l'Europe, c'est d'ores et déjà l'action au quotidien de nos deux parlementaires : Nicole Fontaine et Monique Badénès.

Au-delà de l'échéance électorale du 18 prochain, les Femmes démocrates ont décidé de faire de l'Europe leur thème d'action, de réflexion et de mobilisation.

Colette RONXIN
secrétaire générale
des Femmes démocrates



Colette Ronxin, Christine Ricciardi, Marie-Thérèse Boisseau, Claude du Granul, Monique Badénès, Monique Stiker, Ariane Fournier, Madeleine Georges.



Pierre Coanet.

Henri Catherin.

Comment gagner la bataille de l'emploi en 1989 ?

La relance de l'investissement productif n'a pas été suffisant pour créer des emplois dont les Français ont besoin. Comment trouver plus d'épargne pour s'investir dans l'économie ?

Le centre cherche à combiner les indications du marché avec celles du plan ; mais ne faudrait-il pas mieux utiliser ces deux indicateurs pour obtenir une plus forte croissance ?

Enfin, la construction européenne doit être poursuivie pour accélérer la croissance et favoriser l'apparition d'emplois nouveaux.

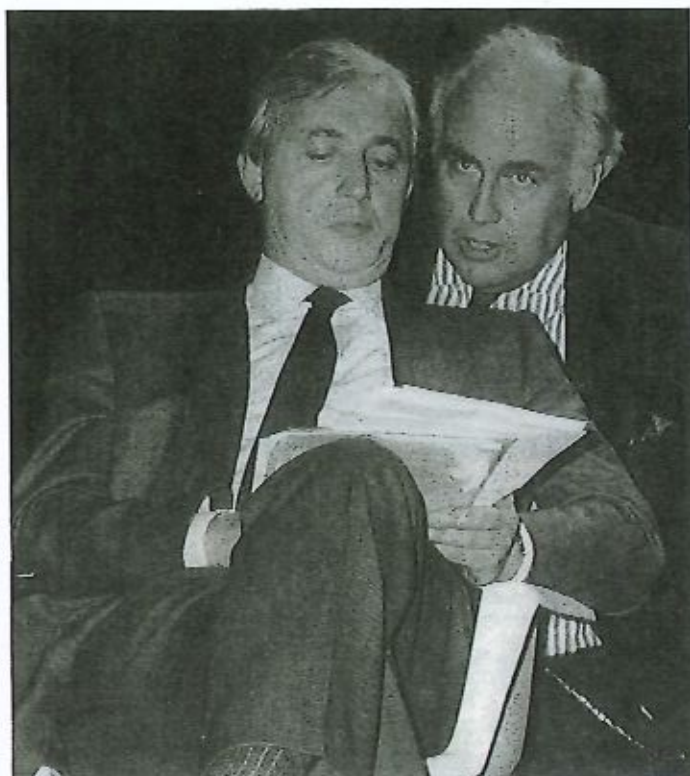
L'Europe doit réaliser cette double performance, c'est la condition de sa popularité parmi les travailleurs.

L'année 89 n'a pas été de tout repos pour le service élections. Avec les législatives, les cantonales, les municipales, notre équipe a pu voir se concrétiser le travail entamé depuis plusieurs années.

La première phase de notre travail consiste à détecter les candidats et à les aider à préparer leur élection le plus tôt possible. Il s'agit ensuite bien sûr de défendre les intérêts de nos candidats dans les investitures, et d'apporter en période de campagne, le soutien et l'aide que le C.D.S. national peut fournir.

Grâce à la qualité de ses candidats, et à la ténacité de Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot lors des investitures, le C.D.S. a continué sa progression en terme d'élus. 88-89 aura été un très bon cru pour la famille centriste.

Annik LAVAURE



Paul Mareau et Pierre Méhaignerie.

Les Clubs « France-Forum »

Les clubs ou cercles « France-Forum » ne sont pas une organisation de parti mais un moyen de pédagogie politique et sociale, une sorte d'école de la démocratie, la revue « France-Forum » servant à la fois de modèle d'ouverture et de vecteur pour assurer la cohésion nécessaire des cercles ou des clubs.

Les clubs « France-Forum » partent d'un double refus : refus du socialisme marxiste, refus de la régression païenne ; ni la lutte des classes, ni l'ordre aristocratique. Alors quoi ? Liberté de l'esprit démocratique politique, justice sociale, conscience civique, respect de l'autre, construction de l'Europe unie. Vaste programme ? Soit. C'est le nôtre.

Liberté et responsabilité disons-nous : cela implique information, dialogue, réflexion, confrontation, synthèse. Tel est l'objet propre des Clubs « France-Forum ».

Henri BOURBON
directeur de « France-Forum »



Henri Bourbon.

Liste des Clubs « France-Forum »

PARIS (Seine) ; MARSEILLE/AIX-EN-PROVENCE (Bouches-du-Rhône) ; BESANÇON (Doubs) ; BORDEAUX (Gironde) ; ORLÉANS (Loiret) ; LILLE/DUNKERQUE (Nord-Pas-de-Calais) ; CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme) ; STRASBOURG (Bas-Rhin) ; MULHOUSE (Haut-Rhin) ; COULOMMIERS (Seine-et-Marne) ; LE PRADET (Var) ; VIRY-CHATILLON (Essonne) ; BOULOGNE-BILLANCOURT (Hauts-de-Seine) ; EAUBONNE (Val-d'Oise) ; BREST/QUIMPER (Finistère) ; LE CHESNAY (Yvelines) ; CAEN (Calvados).

Pour créer un club « France-Forum », il convient de s'adresser à la revue « France-Forum » qui fournira les éléments de dossier d'agrément et les informations utiles.

Abonnement annuel à « France-Forum » : 120 F.

« France-Forum », 133 bis, rue de l'Université,
75007 Paris. Tél. 45.55.10.10.



Sophie Geng.



Lysiane Polliet.

L'équipe communication du C.D.S. :

Paul MAREAU, chargé de mission
Lysiane POLFLIET, attachées de presse
Sophie GENG,

Une équipe pour gérer la communication et l'image du parti au plan national en liaison avec les fédérations.

Les leaders C.D.S. sur les ondes et les écrans, c'est eux.

Le contact C.D.S. avec la presse nationale et régionale, c'est encore eux.

Les affiches, les plaquettes, les tracts, c'est toujours eux !

Pour améliorer encore la communication interne, ils ont mis en place un service minitel : 47.53.78.08, qui relie les fédérations au siège national.

N'hésitez pas à le consulter et à faire part de vos suggestions.

Si vous désirez un conseil, un renseignement, ils sont à votre disposition au 45.55.75.75.